

Monsieur le Directeur académique,

La pandémie covid-19 se poursuit dans le monde, près de 8 millions de personnes ont été contaminées et plus de 430 000 ont succombé, tandis que le confinement a touché plus de la moitié de l'humanité. Cette crise révèle à quel point les politiques libérales menées depuis plusieurs décennies sont nocives à l'égard de la planète, des peuples et des droits démocratiques. Ses répercussions économiques et sociales sont à la fois porteuses de grands risques, mais aussi de changements nécessaires.

En France métropolitaine, la propagation du virus semble maîtrisée. Cependant, sur un plan sanitaire une résurgence du virus est possible et surtout il faut tirer toutes les leçons de cette crise, de sa gestion comme des politiques conduites depuis de nombreuses années qui l'ont exacerbée et poser ensemble les jalons d'un nouveau projet de société. Le SNUipp avec la FSU et 19 organisations syndicales et associatives, réunies dans *le collectif urgence sociale et écologique*, proposent un plan de sortie de la crise en 34 mesures, immédiates, comme de plus long terme, pour avancer de premières réponses à l'enjeu du changement de société.

La crise sanitaire a impacté l'école et impactera aussi son avenir. La période de confinement a mis en évidence l'impéritie d'un ministère qui, malgré nombre de déclarations médiatiques souvent immédiatement contredites, a prôné une "continuité pédagogique" qu'il n'était pas en mesure de faire assurer. Le déconfinement a été l'occasion d'injonctions paradoxales qui imposaient des mesures sanitaires tout en laissant croire que les conditions d'un retour massif à l'école étaient remplies. Cela a entraîné parfois des pressions de la hiérarchie qui ont exposé les enseignant-es aux risques psycho-sociaux et les ont mis en porte-à-faux face aux parents.

De son côté, le ministre met en place une stratégie du choc : il profite de cette période pour poursuivre et tenter de légitimer son projet pour une école libérale : individualisation des apprentissages renforcée par l'utilisation du numérique, resserrement des contenus sur les « fondamentaux », ouverture à un marché de l'éducation, 2S2C et « vacances apprenantes » entraînant de plus fortes inégalités territoriales et une école à plusieurs vitesses.

Plutôt que de fausses promesses médiatiques, c'est d'un plan d'urgence dont l'école a besoin. Il doit se préparer dès maintenant avec celles et ceux qui font l'école tous les jours et qui savent ce dont les élèves ont besoin pour retrouver le chemin des apprentissages. Cette école de demain ne sera possible qu'avec des mesures concrètes comme la diminution drastique des effectifs en classe, le développement des RASED, du dispositif « plus de maîtres », de meilleures conditions d'exercices des personnels...

Plus que jamais, les équipes pédagogiques vont également avoir besoin de temps pour pouvoir appréhender les effets de cette crise sanitaire sur les élèves et reconstruire tout ce qui aura été chamboulé. Pour cela, le SNUipp-FSU exige tout d'abord une semaine complète de pré-rentree en septembre.

Dans le Calvados comme partout en France, la mise en place d'une ouverture précipitée des écoles le 11 mai a contraint l'ensemble des personnels à travailler dans l'incertitude, l'agitation et l'angoisse pour organiser cet accueil. Stress, tensions au sein des équipes en lien avec les réorganisations successives imposées, épuisement, pression sont le quotidien de très nombreux personnels. Les directrices et directeurs sont épuisés-es. La multiplication des injonctions contradictoires et des demandes impossibles auprès des équipes enseignantes a mis sous tension l'ensemble des personnels dont l'état de fatigue était déjà exacerbé par 8 semaines de confinement et de travail à distance.

Et cela continue puisque dimanche 14 juin, nous avons dû allumer la télévision pour apprendre que les élèves reviendraient tous à l'école, comme avant, nous avons dû attendre hier pour prendre connaissance du protocole qui date du 14 juin. Existe-t-il une autre profession où les employés sont informés par BFM en même temps que les usagers ? Avant nous avions le BO, maintenant nous avons BFM...

L'investissement des collègues durant cette crise sanitaire a été reconnu à de nombreuses reprises, tant par notre Administration que par le Président de la République. Pourtant en pleine campagne de dénigrement des

enseignant.e.s et de prof bashing, le SNUipp-FSU14 déplore que ni le ministre de l'Education, ni le Président n'aient soutenus l'engagement des personnels durant cette période. De plus, le gouvernement souhaite désormais enterrer la revalorisation salariale des enseignants, promise à hauteur de 10 milliards d'euros cet hiver. Le SNUipp-FSU demande la reprise des négociations pour obtenir une revalorisation substantielle, indiciaire et inconditionnelle des salaires pour toutes et tous, le versement d'une prime d'équipement à tous et une amélioration des conditions de travail et, plus largement, exige l'abandon formel de la réforme des retraites et la suppression de la loi de transformation de la Fonction publique qui la met à mal.

Monsieur le Directeur académique, il est essentiel de soutenir vos équipes. Nous vous demandons de ne pas répercuter directement les injonctions ministérielles visant uniquement à pouvoir annoncer des chiffres, parler d'objectifs réalisés, au détriment de la santé des agents. Qu'ils soient enseignants, AESH, directeurs ou directrices, vos personnels sont en souffrance.

Nous réitérons ici notre demande d'un soutien fort de l'institution aux équipes, qui ne se limite pas à des mots. Il va de soi que tous les enseignants adapteront leur pédagogie à la rentrée, il n'est nul besoin de sacraliser cela par des plans ou des contrats. Sans surprise, nous demandons de renoncer à ces injonctions contradictoires avec la relation de confiance que vous avez maintes fois soulignée en ce lieu. Aucun enfant ne sera laissé au bord de la route par les enseignant-es.

Concernant la direction d'école, le SNUipp-FSU vous alerte sur les risques psychosociaux auxquels sont exposés l'ensemble des personnels, mais encore plus les directrices et directeurs. En effet, dans la période actuelle, les directeurs et directrices d'école sont particulièrement sollicités et jouent encore davantage un rôle essentiel pour assurer le bon fonctionnement de l'école.

Alors que ces collègues sont en première ligne depuis des semaines pour gérer cette crise, un groupe de députés LREM a déposé une « proposition de loi créant la fonction de directeur d'école ». Loin de répondre de manière satisfaisante aux urgences exprimées, cette proposition de loi dégraderait le fonctionnement de l'école et les conditions de travail de l'ensemble des personnels et contribuerait au renforcement du nouveau management public.

Sans surprise de la part de ce gouvernement, le contexte de crise sanitaire sert d'appui pour reprendre un dossier que la mobilisation initiée par le SNUipp-FSU a mis en échec il y a un an lors du vote de la « loi pour une école de la confiance ». Ce dont les directrices et directeurs d'école ont besoin, c'est d'une augmentation du temps de décharge, d'une aide administrative pérenne et d'un allègement des tâches administratives. Nos collègues n'ont pas besoin du profilage de leur poste, ni de missions supplémentaires, ni d'un statut hiérarchique comme le propose ce projet de loi. Ce chantier ministériel à l'arrêt doit reprendre dans les meilleurs délais pour répondre véritablement aux besoins de temps, d'allègement des tâches, de formation, etc...

Concernant le paritarisme, le SNUipp et la FSU ont combattu la loi de transformation de la Fonction publique et continuent bien sûr à revendiquer l'abrogation de cette loi dévastatrice pour les droits des agents et totalement inadaptée aux situations de crise. Qui oserait prétendre aujourd'hui que les CHSCT sont inutiles dans la Fonction Publique alors qu'ils sont si sollicités et impliqués dans la lutte contre les conséquences de cette crise sanitaire ? Rien moins que le gouvernement actuel !

Cette loi remet également en cause les prérogatives des CAPD qui permettaient, depuis 80 ans, de défendre les personnels face à la gestion administrative et hors-sol de leur carrière. Pour le SNUipp-FSU, un véritable paritarisme doit être restauré, le rôle des élu-es du personnel doit être rétabli.

Dans le cadre de l'accompagnement et la défense des droits des personnels, leurs représentants doivent avoir accès aux documents collectifs permettant de remplir leurs missions d'élu-es, particulièrement dans le cadre de la mobilité et de la gestion des personnels.

Dans la période troublée que nous vivons actuellement, où la confiance des personnels de l'éducation envers le Ministère s'érode chaque jour un peu plus, personne ne peut sortir gagnant de cette remise en cause du dialogue social.